



INF'eau
Piscine et Spa

Décembre 2015

Sommaire

INF'EAU DU MOIS

Piscine privée : 30 ans de révolution durable

INF'EAU ADHÉRENTS

Le concours Meilleurs Apprentis de France est ouvert : Inscrivez-vous !

INF'EAU JURIDIQUES

Modification textes législatifs et réglementaires : Conciliation et médiation : + de règlements à l'amiable et moins de procédures judiciaires !

INF'EAU NORMES

Focus sur les pertes d'eau (nouvelle norme NF EN 16582-1)

FOCUS WEB

Devenir Propiscines : le questionnaire accessible en ligne depuis votre espace adhérent

INF'EAU MAF/MOF

Le concours Un des meilleurs Apprentis de France est ouvert

Prochain
rendez vous FPP :
Assises de la
Piscine
le 21 janvier 2016
à Marseille

Agenda décembre

les réunions FPP:

10

décembre

Conseil d'administration

les réunions de normalisation :

17

décembre

Groupe de coordination Piscine au siège de l'AFNOR à Saint Denis (93).

Le chiffre du mois

956

C'est le nombre
d'adhérent à la FPP
au 30 novembre
2015.

Retrouvez-nous sur www.propiscines.fr



SAVE THE DATE : les Assises Professionnelles de la Piscine le 21 janvier 2016 à Marseille !

Le 5 novembre dernier, la FPP tenait sa conférence de presse de fin de saison, l'occasion de faire le point sur le marché de la piscine et du spa. Et le **bilan du cru 2015 est bon !**

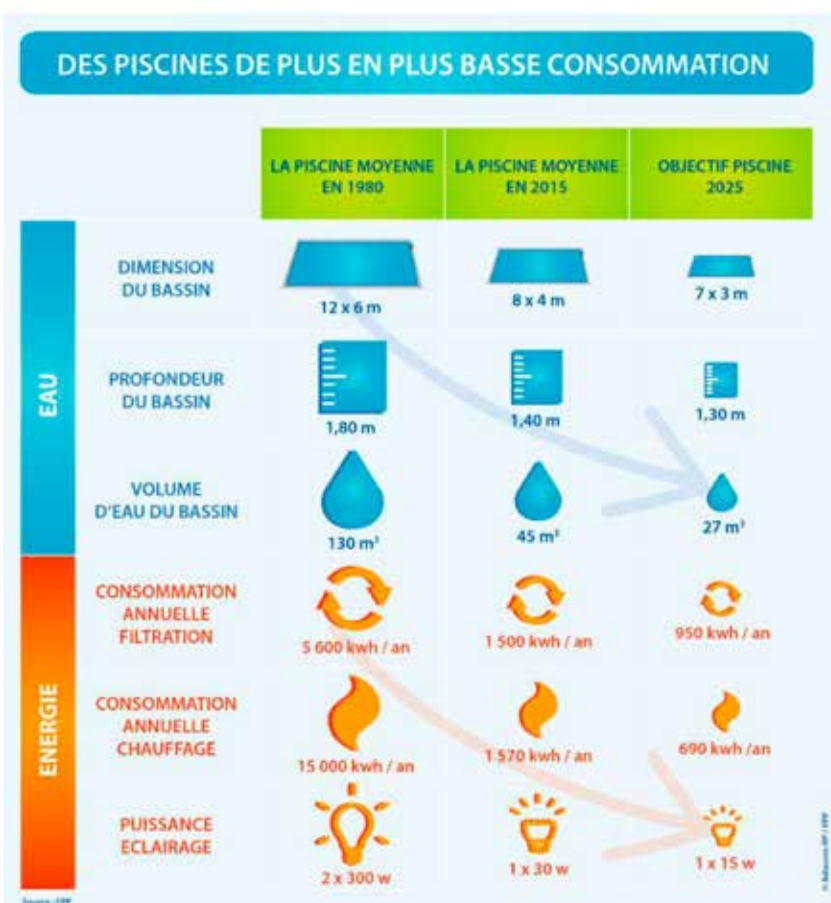
● LE MARCHÉ DE LA PISCINE REPREND LA VAGUE DE LA CROISSANCE

Cet été, la météo a une fois encore démontré que les Français avaient irrésistiblement envie de profiter d'une piscine pour se baigner dès que les chaudes journées estivales arrivaient ! Sur les 9 premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires des piscinistes français est ainsi en **croissance de +1.5%** par rapport à la même période l'an passé. **En 15 ans, le nombre de piscines en France a plus que doublé**, passant de 708 000 en 2000 à plus de 1,76 million en 2015. Une augmentation qui va de pair avec la professionnalisation des

Pour en savoir plus rdv sur votre espace adhérent pour consulter l'ensemble du Baromètre pour l'été 2015 ou cliquez [ICI](#).

● PISCINE PRIVÉE : 30 ANS DE RÉVOLUTION DURABLE

A l'aube de la COP21, la FPP a aussi voulu montrer que **le secteur de la piscine et du spa** était un secteur dynamique et **très attaché à la préservation de l'environnement**. Très attachés à la préservation de l'environnement, les spécialistes de la piscine conduisent également une **véritable "révolution durable" pour s'orienter vers la piscine "basse consommation"**. En 30 ans, le **volume d'eau nécessaire au remplissage d'une piscine moyenne a été divisé par trois**, la **consommation d'énergie annuelle nécessaire à la filtration par 4** et **celle des chauffages par plus de 9**. Entre évolution des techniques, formation des professionnels et sensibilisation des utilisateurs : les facteurs d'amélioration sont nombreux pour poursuivre le mouvement. La Fédération des Professionnels de la Piscine vient en particulier de lancer un livret destiné à conseiller les utilisateurs sur les gestes à adopter pour optimiser leurs consommations d'eau, d'énergie et de produits. Il faut d'ailleurs rappeler que la FPP a créé une commission développement durable dès 2006 et l'environnement fait partie des points clés de l'engagement des professionnels labellisés PROPISCINES®.



● LE SAVOIR-FAIRE ET LE SENS DE L'INNOVATION DES PROFESSIONNELS SALUÉS EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Attentifs à l'évolution des tendances, les professionnels innovent pour proposer de nouveaux produits sur le marché et répondre aux attentes des consommateurs, comme en témoigne le succès remporté par la 10^è édition des **Trophées de la Piscine**.

27 innovations viennent d'être distinguées parmi plus de 250 dossiers reçus. Reflets du dynamisme des piscinistes, les Trophées ont récompensé plus de 300 réalisations remarquables en 10 ans. Dans le prolongement la FPP organise jusqu'à 31 décembre le **Trophée des internautes dans la catégorie piscine et la catégorie abri**. Les internautes sont invités à s'exprimer et à voter pour leur réalisation préférée.

Pour cela, les internautes peuvent voter directement sur le site de la FPP pour leur deux réalisations (piscine et abri) préférées.



La « french Touch » des spécialistes français de la piscine est également reconnue à l'international. Les professionnels français de la piscine viennent ainsi de remporter la moitié des récompenses remises par les "Awards" de l'Union des Associations des Piscines et des Spas d'Europe (EUSA soit 7 trophées sur 14 remis lors du Salon de Barcelone).



La FPP a d'ores et déjà eu de nombreuses retombées presse suite à cette conférence de presse – vous pouvez d'ailleurs retrouver les principaux articles ou dépêches via le compte twitter des permanents ou [le compte twitter Propiscines](#).

Pour en savoir plus rdv sur votre espace adhérent pour consulter l'ensemble du Baromètre pour l'été 2015 ou cliquez [ICI](#).

Retrouvez-nous sur www.propiscines.fr



PLUS DE RÉGLEMENTS AMIALES ET MOINS DE PROCÉDURES JUDICIAIRES !

Voici les conséquences de récents textes législatifs et réglementaires qui imposent aux parties de rechercher une issue amiable préalablement à toute procédure judiciaire.

- **LA CONCILIATION - DÉCRET N°2015-282 DU 11 MARS 2015** relatif, notamment, à la résolution amiable des différends.

A partir du 1er avril 2015, il est devenu nécessaire de **justifier d'une tentative de résolution amiable** des conflits pour pouvoir saisir un juge.

Depuis le 1er avril 2015, en cas de litige, les parties doivent justifier avoir recherché entre-elles la résolution amiable dudit litige avant d'engager une procédure judiciaire contentieuse devant les tribunaux d'instance et de proximité.

Il s'agit de généraliser une véritable phase amiable préalable à tout contentieux judiciaire.

Le développement de la conciliation, en tant que mode alternatif de résolution des conflits, devrait se trouver sensiblement accéléré par le décret du 11 mars 2015 dont certaines dispositions interdisent aux parties impliquées dans certains litiges de s'opposer par principe à une tentative préalable de conciliation.

Cette mesure s'applique aux affaires dont le montant de la réclamation est, en principe, inférieur à 10.000 euros, c'est-à-dire qui relèvent de la compétence des tribunaux d'instance et de proximité, des juridictions en charge des conflits de la vie quotidienne (voisinage, problèmes locatifs, crédit à la consommation...). En pratique, cette tâche devrait être assurée par les conciliateurs, présents dans ces tribunaux depuis longtemps déjà.

Exception :

Un motif légitime tenant à l'**urgence** du recours judiciaire ou à la **matière** considérée, spécialement lorsqu'elle concerne des dispositions d'ordre public (cf. *articles 56 et 58 du Code de procédure civile*), permet de se dispenser.

A titre d'exemple, les **procédures judiciaires** consécutives au contentieux visant les pathologies de la construction (responsabilité décennale, responsabilité contractuelle de droit commun, garantie des vices cachés...) **qui débutent par un référé expertise** (procédure d'urgence prévue par les *articles 145 et 808 du code de procédure civile*) **ne sont pas concernées par l'obligation de mettre en œuvre des moyens de conciliation** en préalable à la saisine du Président du TGI en vue de la désignation d'un expert.

En pratique :

Le nouveau régime des articles 56 (pour les assignations) et 58 (pour les requêtes) du Code de procédure civile prévoit, avant le début de la procédure contentieuse, l'**obligation** pour les parties **de justifier**, dans l'acte de saisine, des «...*diligences entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable du litige...*», à moins que l'urgence ou la matière ne le permette pas. Toutefois, comme nous venons de le voir, en cas d'urgence ou de motif légitime, passer par cette phase amiable ne sera pas nécessaire.

C'est donc une **obligation nouvelle**, sous forme d'une tentative préalable de résolution amiable du différend, qui est désormais imposée en **préalable à la saisine de la juridiction** compétente.

Ainsi, sauf justification d'un motif légitime tenant à l'urgence ou à la matière considérée, en particulier lorsqu'elle intéresse l'ordre public, l'**assignation, la requête ou la déclaration** qui saisit la juridiction de première instance devra **préciser les diligences entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable du litige**. S'il n'est pas justifié des diligences entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable de leur litige, le juge peut proposer aux parties une mesure de conciliation ou de médiation.

Suggestion :

Une **clause de conciliation** peut, par ailleurs, être intégrée dans les conditions générales ou les conditions particulières de vos devis.

Conciliation & litige

Dans l'hypothèse d'un différend entre l'entreprise et le client, la partie la plus diligente adressera, en préalable à toute saisine de juridiction, une lettre de mise en demeure comportant un état circonstanciel des griefs reprochés à l'autre partie.

A défaut de parvenir à mettre en œuvre une tentative de conciliation dans un délai de 15 jours à compter de la date de la lettre de mise en demeure, ou, en cas d'échec de celle-ci, la plus diligente des parties devra notifier par écrit à l'autre partie, préalablement à toute saisine d'une juridiction compétente, la fin de la période de conciliation.



En conclusion :

L'alternative qui s'offre aux justiciables, professionnel ou non, sera de justifier soit :

- 1 - d'avoir accompli des diligences en vue de parvenir à une résolution amiable du litige, avant saisine.
- 2 - d'avoir un motif légitime tenant à l'urgence ou à la matière considérée en particulier lorsqu'elle intéresse l'ordre public pour s'en dispenser.

En cherchant à favoriser la médiation et la conciliation, les pouvoirs publics tentent de soulager les tribunaux traditionnellement encombrés par les affaires de moindre importance.

Entrée en vigueur :

Les dispositions du décret n° 2015-282 du 11 mars 2015, sont en vigueur **depuis le 1er avril 2015**.

● **LA MÉDIATION - ORDONNANCE N°2015-1033 DU 20 AOÛT 2015** relatif à la procédure de médiation

Dans le prolongement du décret n° 2015-282 du 11 mars 2015 relatif, notamment, à la résolution amiable des différends, l'ordonnance 2015-1033, du 20 août 2015, qui assure la transposition de la Directive 2013/11/UE du 21 mai 2013 sur le règlement extra-judiciaire des litiges de consommation (REL), permet désormais aux consommateurs de recourir à d'autres solutions que l'action judiciaire directe.

1. L'article L152-I du Code de la consommation **impose au professionnel de garantir au consommateur le recours effectif et gratuit à un dispositif de médiation** de la consommation.

Le professionnel **peut mettre en place son propre dispositif de médiation** de la consommation ou **proposer au consommateur le recours à un autre médiateur** de la consommation. Vous pouvez, dans ce but, solliciter la CMC ([Commission de la Médiation de la Consommation](#)).

Lorsqu'il existe un médiateur de la consommation dont la compétence s'étend à l'ensemble des entreprises d'un domaine d'activité économique dont il relève, le professionnel doit néanmoins toujours permettre au consommateur d'y recourir.

Le champ d'application de ce nouveau dispositif de médiation couvre tous les litiges entre consommateurs et professionnels, qu'ils soient nationaux ou transfrontaliers (dans les limites de l'Union européenne), qu'il s'agisse de vente ou de prestation de services, dans tous les secteurs d'activité.

Un **décret en Conseil d'État est venu préciser les modalités** selon lesquelles le processus de médiation est mis en œuvre (voir ci-dessous).

2. La médiation **ne s'applique pas** :

- a) aux litiges concernant les services d'intérêt général non économiques;
- b) aux litiges concernant les services de santé fournis par des professionnels de la santé;
- c) aux litiges concernant les prestataires publics de l'enseignement supérieur.

3. La médiation des **litiges de la consommation** ne s'applique pas :

- a) aux litiges entre professionnels ;
- b) aux réclamations portées par le consommateur auprès du service clientèle du professionnel ;
- c) aux négociations directes entre le consommateur et le professionnel ;
- d) aux tentatives de **conciliation** ou de médiation ordonnées par un tribunal saisi du litige de consommation (cf. supra) ;
- e) aux procédures introduites par un professionnel contre un consommateur.

4. Un litige **ne peut être examiné par le médiateur de la consommation** dès lors que :

- a) Le consommateur **ne justifie pas d'avoir tenté, au préalable, de résoudre son litige directement auprès du professionnel** par une réclamation écrite selon les modalités prévues, le cas échéant, dans le contrat ;
- b) La demande est manifestement **infondée ou abusive** ;
- c) Le litige a été **précédemment examiné ou est en cours d'examen** par un autre médiateur ou par un tribunal ;
- d) Le consommateur a introduit sa demande auprès du médiateur dans un **délai supérieur à un an** à compter de sa réclamation écrite auprès du professionnel ;
- e) Le litige n'entre pas dans son champ de **compétence**.

En cas de **rejet** de sa demande de médiation, le consommateur doit être informé par le médiateur, dans un délai de **trois semaines** à compter de la réception de son dossier.



En pratique, le décret d'application du 30 octobre 2015, nous précise :

La mise en œuvre du processus de médiation des litiges de la consommation est circonscrite par les articles R152-1 à R156-2 du Code de la consommation.

Ce qu'il faut en retenir :

- La médiation des litiges de la consommation satisfait aux exigences suivantes :
 - a) Elle est aisément accessible par **voie électronique** ou par **courrier simple** à toutes les parties, consommateur ou professionnel ;
 - b) Elle est **gratuite pour le consommateur** à l'exception des frais, ci-après :
 - les parties ont la faculté, **à leur charge**, de se faire représenter par un avocat ou de se faire assister par toute personne de leur choix à tous les stades de la médiation ;
 - chaque partie peut également solliciter l'avis d'un expert, **dont les frais sont à sa charge**. En cas de demande conjointe d'expertise, les frais sont partagés entre les parties.
- Dès réception des documents sur lesquels est fondée la demande du consommateur, **le médiateur de la consommation notifie aux parties** par voie électronique ou par courrier simple sa saisine. Cette notification rappelle aux parties qu'elles peuvent à tout moment se retirer du processus.
- Le médiateur communique, à la demande de l'une des parties, tout ou partie des pièces du dossier.
- Le médiateur peut recevoir les parties ensemble ou séparément. A défaut d'accord amiable entre elles, il leur propose une solution pour régler le litige.
- Le médiateur, en faisant connaître aux parties **la solution qu'il propose**, leur rappelle, par courrier simple ou par voie électronique :
 - a) Qu'elles sont **libres d'accepter ou de refuser** sa proposition de solution ;
 - b) Que la participation à la médiation n'exclut pas la possibilité d'un recours devant une juridiction ;
 - c) Que la solution peut être différente de la décision qui serait rendue par un juge.

Le médiateur précise également quels sont les effets juridiques de l'acceptation de la proposition de solution et **fixe un délai d'acceptation ou de refus** de celle-ci.

- L'issue de la médiation intervient, au plus tard, dans un délai de **quatre-vingt-dix jours** à compter de la date de la notification. Le médiateur peut prolonger ce délai, à tout moment, en cas de litige complexe. Il en avise immédiatement les parties.

A propos du statut de médiateur de la consommation

- **Le médiateur** de la consommation **informe sans délai les parties** de la survenance **de toute circonstance susceptible d'affecter son indépendance, son impartialité ou de nature à créer un conflit d'intérêts** ainsi que de leur droit de s'opposer à la poursuite de sa mission. Si l'une des parties refuse en conséquence de poursuivre la médiation, il est mis fin à la mission du médiateur. Lorsque le médiateur est une personne morale, il est pourvu au remplacement de la personne physique chargée d'accomplir la mission de médiation.
- Le médiateur ne peut recevoir **aucune instruction** des parties.
- Le **site internet du médiateur** de la consommation comprend les informations suivantes :
 - a) Les adresses postale et électronique du médiateur ;
 - b) La mention de son inscription sur la liste des médiateurs établie conformément à l'article L. 155-2 du Code de la consommation ;
 - c) La décision de sa nomination et la durée de son mandat ;
 - d) Ses diplômes ou son parcours professionnel ;
 - e) Son appartenance, le cas échéant, à des réseaux de médiateurs de litiges transfrontaliers ;
 - f) Les **types de litiges relevant de sa compétence** ;
 - g) La référence aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la médiation des litiges de consommation ;
 - h) Les cas dans lesquels un litige **ne peut faire l'objet d'une médiation**, conformément à l'article L. 152-2 ;
 - i) La liste des langues utilisées pour la médiation ;
 - j) Le lien vers le site internet de la Commission européenne dédié à la médiation de la consommation.

- 
- Le médiateur met également à la disposition du public sur son site internet ou communique sur demande son rapport annuel d'activité comprenant les informations suivantes :

- a) Le nombre de litiges dont il a été saisi et leur objet ;
- b) Les **questions les plus fréquemment rencontrées** dans les litiges qui lui sont soumis et ses recommandations afin de les éviter ;
- c) La proportion de **litiges qu'il a refusé de traiter** et l'évaluation en pourcentage des différents motifs de refus ;
- d) Le pourcentage des **médiations interrompues** et les causes principales de cette interruption ;
- e) La **durée moyenne nécessaire à la résolution** des litiges ;
- f) S'il est connu, le pourcentage des médiations qui sont exécutées ;
- g) L'existence de la coopération au sein de réseaux de médiateurs de litiges transfrontaliers ;
- h) Pour les médiateurs rémunérés ou employés exclusivement par un professionnel, le pourcentage des solutions **proposées en faveur du consommateur ou du professionnel** ainsi que le pourcentage des litiges résolus à l'amiable.

- Toute personne physique ou morale qui souhaite être inscrite sur la liste des médiateurs prévue à l'article L.155-2 du Code de la consommation, **communique à la commission d'évaluation et de contrôle de la médiation** (cf. infra), les informations suivantes :

- a) Ses coordonnées et l'adresse de son site internet ;
- b) Une **déclaration de motivation** justifiant sa désignation comme médiateur de la consommation ;
- c) Les informations sur sa structure et les **modalités de financement de son activité de médiateur de la consommation** ainsi que, lorsqu'il existe, une entité regroupant plusieurs médiateurs, les modalités de financement de cette entité, le niveau de rémunération et la durée du mandat de chacun d'entre eux
- d) Une **description du déroulement interne** de la médiation.

Le médiateur notifie sans délai à la commission toute modification de ces informations.

- Le médiateur de la consommation transmet également à la commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation les informations nécessaires à l'**évaluation de son activité**, et ce, au moins **tous les deux ans**.

Ces informations comprennent au minimum :

- a) Une **description des formations suivies** en matière de médiation ;
- b) Une **évaluation de l'efficacité de la médiation** et des moyens envisageables pour améliorer ses résultats.

- La commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation est composée en application de l'article L. 155-1 du Code de la consommation :

- a) D'un conseiller d'Etat ;
- b) D'un conseiller à la Cour de cassation en activité ou honoraire ;
- c) De quatre personnalités qualifiées dans le domaine juridique ou en matière de médiation ;
- d) De deux représentants des associations de consommateurs agréées au plan national ; et
- e) De deux représentants d'organisations professionnelles.


- La commission **examine les candidatures** des personnes souhaitant être inscrites sur la liste des médiateurs de la consommation au vu des informations communiquées en application de l'article R. 154-3 du Code de la consommation et **décide de leur inscription sur cette liste**.

- La **commission notifie à la Commission européenne, la liste des médiateurs de la consommation** en précisant que ces derniers satisfont aux exigences de qualité et remplissent les conditions prévues aux articles R. 152-1 à R. 152-5 du Code de la consommation.

La liste précise pour chaque médiateur :

- a) Ses coordonnées et l'adresse de son site internet ;
- b) La liste des langues utilisées pour la médiation ;
- c) Les types de litiges relevant de sa compétence.

Toute modification des informations transmises est notifiée, sans délai, à la Commission européenne.

- 
- La commission **évalue régulièrement les médiateurs** afin de vérifier qu'ils répondent toujours aux conditions et exigences de qualité propres à l'exercice de la mission de médiateur de la consommation. Si elle estime qu'un médiateur ne satisfait plus à ces exigences, elle avise ce dernier, par décision motivée, des manquements constatés et lui demande de se mettre en conformité dans un délai de trois mois à compter de la date de sa décision. A l'expiration de ce délai, la commission statue sur le retrait du médiateur de la liste.
 - La **commission met à la disposition du public la liste actualisée des médiateurs sur son site internet et fournit le lien vers le site internet** de la Commission européenne consacré à la médiation de la consommation ainsi que le lien vers le site internet du Centre européen des consommateurs France. Cette liste est également publiée au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.
 - **En application de l'article L. 156-I du Code de la consommation, le professionnel communique au consommateur les coordonnées du ou des médiateurs de la consommation dont il relève, en inscrivant ces informations de manière visible et lisible sur son site internet, sur ses conditions générales de vente ou de service, sur ses bons de commande ou sur tout autre support adapté. Il y mentionne également l'adresse du site internet du ou de ces médiateurs.**

Tout manquement sera passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale (art. L. 156-3 du Code de la consommation).

- Le site internet de la commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation comporte **toutes informations utiles pour le consommateur en cas de litige de consommation transfrontalier**. Il fournit notamment les coordonnées du Centre européen des consommateurs France et des indications relatives aux modalités de l'assistance dont les consommateurs peuvent bénéficier en vue du règlement extrajudiciaire de tels litiges.

Le Médiateur rend publiquement des comptes quant à son activité de médiation de consommation.

En contrepartie, il devient **interdit** de contraindre contractuellement le consommateur à recourir à la médiation avant la saisine d'un Juge : *est interdite toute clause ou convention **obligeant le consommateur**, en cas de litige, à recourir obligatoirement à une **médiation** préalablement à la saisine du juge* (art. L. 152-4 du Code de la consommation). La Médiation forcée devient interdite.

Entrée en vigueur :

Les professionnels devront se conformer à l'ensemble de ces dispositions au **1er janvier 2016** .



Publication et entrée en vigueur des 3 premières normes européennes sur les structures des piscines domestiques

Dans le prolongement de la publication "historique" des trois premières normes européennes sur les piscines domestiques, voici ci-dessous un petit focus sur une thématique traitée dans la partie I de la série de norme I6582 : **les pertes d'eau**.

Pour rappel, la nouvelle norme NF EN I6582-I traite des exigences générales de sécurité et de performance avec les méthodes d'essai associées, applicables aux structures des piscines à enterrer, à poser sur le sol ou à encastrer, y compris leur installation et leurs moyens d'accès.

Parmi les différents thèmes développés, les pertes d'eau sont traitées au paragraphe 4.3 de la manière suivante :

La piscine doit être étanche à l'eau selon l'une des quatre classes d'étanchéité ci-dessous. Sachant que la classe d'étanchéité correspondante à la piscine en question doit être communiquée dans les informations à l'achat.

Classe d'étanchéité	Pertes maximales litre par m2 par jour ou mm par jour
W ₀	0
W ₁	1
W ₂	2
W ₃	3

La mesure des pertes d'eau doit se faire sur une période de sept jours.

A noter que lors de la mesure, les pertes liées à l'évaporation, aux activités de baignade ne sont pas prises en compte.

Les canalisations de la piscine doivent satisfaire à la classe d'étanchéité W0.

S'il existe, le bac tampon doit satisfaire à minima à la classe d'étanchéité de la piscine correspondante.

Ce paragraphe 4.3 de la norme européenne NF EN I6582-I annule et remplace le paragraphe 8 de l'accord AFNOR AC P90-321 de mars 2011 :

8. Déperdition d'eau

~~Il est admis un abaissement du niveau de plan d'eau n'excédant pas 1 cm, sur une durée de 72h.~~

Pour récupérer ces trois nouvelles normes européennes, il faut se rendre sur la boutique en ligne de l'AFNOR www.afnor.org.

Ils nous ont rejoints ...



AMBIANCE PIERRE CREATIONS (01)

ACCENT DU SUD PISCINE (13)

2L PISCINES SARL (20)

ESI PISCINE (26)

H2O DISTRIBUTION/MARINAL (31)

PISCINES RAMAJ EAU SARL (32)

PISCINES TERRASSES DU LANGUEDOC (34)

EI/AU FIL DE L'EAU (40)

PISCINES COTE LANDES (40)

ART DE LA PISCINE - ADIT LOISIRS (45)

SARL DE BOISLAVILLE PAYSAGE (49)

LORRAINE PISCINES (57)

COTE PISCINES (62)

ARVERNE PISCINES SARL (63)

DES AILES A LA PISCINE (69)

POOLSAN (75)

LOISIRS PLUS SAS (77)

H2O PISCINES (77)

AUBADE PISCINE (83)

O CONCEPT (85)

H2EAUX SARL (89)

AQUA BAT 91 (91)

Devenir PROPISCINES® : le questionnaire est accessible directement en ligne depuis votre espace adhérent !

Vous souhaitez devenir PROPISCINES® mais vous n'avez pas pu assister à une des formations ? Désormais, la formation est accessible directement depuis votre **espace adhérent - Rubrique PROPISCINES®**.

Il suffit de suivre la formation puis de nous retourner par la suite le questionnaire dûment complété avec l'ensemble des pièces justificatives afin de pouvoir prétendre au label PROPISCINES®. Vous recevrez par la suite un email vous confirmant votre adhésion au label PROPISCINES®. Pour en savoir plus, rdv dans votre Espace adhérent.

INF'eau MAF MOF

Le concours Un des Meilleurs Apprentis de France est ouvert

Le concours " Un des Meilleurs Apprentis de France " session 2016 organisé par la Sté Nationale des Meilleurs Ouvriers de France, est ouvert depuis le 4.11.2015.

Le sujet, le règlement et la fiche d'inscription sont consultables sur le site [ICI](#).

Seuls les apprentis nés après le 1er janvier 1993, en deuxième année de formation BP Métiers de la piscine, peuvent se présenter au concours.

Les épreuves Départementales / Régionales se dérouleront entre la mi-mars et la mi-avril suivant l'alternance pratiquée par les établissements de formations BP.



Ce sont les sociétés FLUIDRA France et DLW DELIFOL qui fourniront le matériel aux apprentis pour ces épreuves.

Le concours permet aux apprentis de développer leur goût du travail bien fait, d'affirmer leur personnalité, leur esprit d'initiative, de progresser dans la voie de l'excellence professionnelle.

Pour en savoir plus, vous pouvez également consulter la plaquette disponible sur votre espace adhérent ou bien en cliquant sur le [lien suivant](#).

Contactez-nous :

Si vous avez des questions sur un des points traités dans cette newsletter, n'hésitez pas à nous contacter :

contact@propiscines.fr

La FPP à votre service

Parce que nous souhaitons toujours être au plus près du terrain et de nos adhérents, la FPP a décidé de lancer un grand programme d'enquête de satisfaction adhérents. Pour cela, Stéphane GOZLAN a rejoint notre équipe et vous contactera prochainement pour faire un point avec vous.

Si vous avez des questions sur les services de la FPP, vous pouvez contacter Stéphane au 0153043165 ou sgozlan@propiscines.fr